

Suite au débat du collectif PCF 8° d'hier soir.

Il est prétentieux de ma part de tirer des conclusions même provisoires du débat du collectif d'hier soir. Simplement ces réflexions :

Il s'agit **d'éviter le pire et de construire le meilleur.**

Le pire c'est la droite radicale et l'extrême droite fascistes. On sait ce que dissimule de régression sociale et de danger pour la démocratie sa démagogie.

Cette démagogie surfe sur la crise économique, sociale, politique que connaissent notre pays, l'Europe et le monde et ses conséquences, les difficultés de plus en plus grandes de notre vie quotidienne.

Ce pire et cette démagogie tiennent aussi à l'absence de réponse pertinente à la crise de la part des forces qui ont exercé le pouvoir.

Ces forces se sont alignées sur les demandes des grands groupes monopolistes qui font pression avec succès sur la société, afin de maintenir leur hégémonie pour s'assurer le meilleur taux de profit dans leur propre crise et la reporter, la faire payer par l'ensemble de la population.

C'est justement cette course aux profits immédiats, sans tenir compte des besoins des femmes, des hommes, jeunes et vieux, de la société, qui plombe le développement économique, l'emploi, la production industrielle et les services nécessaires à notre vie à court et long terme, et impacte l'ensemble des activités humaines.

En outre, la guerre-concurrence pour le profit que se mènent les ensembles régionaux de grands groupes monopolistes mondiaux entre eux entretient une guerre économique qui menace la paix dans le monde, menace qui se rapproche sans cesse de nous.

La décision de prendre connaissance en profondeur des différents programmes électoraux d'aujourd'hui afin de déterminer quel contenu peut permettre ou non de sortir de la crise au-delà de tout catalogue de mesures sociales promises, est un élément essentiel.

Cette étude est nécessaire pour mener un combat pour un rassemblement capable de répondre aux difficultés quotidiennes de la population, c'est à dire de créer les richesses à répartir et non de répartir une pénurie, ce qui est le défaut des programmes des différents candidats actuellement en selle pour les élections.

Il s'agit pour nous, dit d'une façon plus compliquée mais nécessaire, de lutter contre la volonté capitaliste de diminuer le coût du travail. Il s'agit pour nous d'aller vers une gestion réduisant au contraire le coût du capital dans l'ensemble du capital investi, pour augmenter nos moyens de production et d'emploi et la satisfaction des besoins, gestion qu'il nous faut

préparer dès aujourd'hui à travers les programmes et l'action des salariés avec la population.

Il n'y aura pas de possibilité de sortie de la crise sociale si l'on ne prend pas de mesures politiques réformant radicalement le système financier national et européen. La crise de la Grèce nous a montré les capacités de ce système à imposer la volonté des grands groupes monopolistes en disposant à leur volonté des crédits et de la monnaie contre les peuples. Par exemple, leur capacité de tarir, à travers les banques, la BCE, le FMI, et les institutions européennes et nationales actuellement solidaires sur cette politique austéritaire, l'approvisionnement en monnaie de tel ou tel pays en fonction de leur intérêt à maintenir leur domination pour assurer leurs profits c'est révélée évidente dans cette crise grecque, dans l'Europe du sud et évidemment dans toute l'Europe, nous compris.

Nous avons parlé de la crise de suraccumulation-dévalorisation du capital, vocabulaire peu digestible sans réflexion approfondie, crise qui a toujours existé, liée au système économique **mais qui a pris des proportions catastrophiques** pour diverses raisons dont nous avons parlé, la révolution scientifique et technique entre autre, la mondialisation capitaliste, non la mondialisation tout court qui peut être démocratique et est un mouvement naturel de l'humanité

Notre société est arrivée au point où aucun pouvoir, aucun parti, aucun mouvement ne pourra résoudre la crise sans prendre des mesures politiques répondant à la crise du système.

Dire le contraire c'est tromper la population. C'est donc bien, **à ce jour**, l'objectif d'un rassemblement sur une candidature commune avec un programme répondant aux solutions à la crise qu'il faut rechercher. **C'est cela le meilleur**, et il n'y en a pas d'autres de meilleur. Toutes les autres solutions sont plombées et mènent la société à l'écroulement lent ou rapide. Sur les candidatures et les programmes, que chacun reste « droit dans ces bottes », que chacun s'en tienne à une « suffisance », c'est favoriser un pire déjà très menaçant.

La décision de mener débat avec la population sur les causes de la crise et sur les conditions d'un programme de rassemblement avec un contenu capable de sortir de la crise est donc une décision importante et incontournable, malgré les difficultés des explications à donner sur les causes de la crise, décision correspondant d'ailleurs aux décisions de notre parti. Lier ces explications avec les luttes contre les difficultés quotidiennes est la solution à l'avancée des explications et des solutions. Le lancement du projet de loi Sécurité Emploi Formation à l'Assemblée Nationale par le PCF est une étape dans la bataille du contenu d'un programme transformateur sain et pertinent

Pierrot, 4 février 2017